



Bern-Wabern, février 2007

Rapport de monitoring NEM

3^e trimestre 2006

Répercussions de l'exclusion des personnes frappées d'une
décision de non-entrée en matière exécutoire du dispositif
d'asile et de l'aide sociale (exclusion de l'aide sociale)

Rapport sommaire – 3e trimestre 2006

1. Décisions de NEM devenues exécutoires au 3^e trimestre 2006 : observations

Effectif NEM : 383 décisions de NEM sont entrées en force au cours du trimestre sous revue (contre 508 durant le trimestre précédent). Cette forte diminution des NEM (25 %) confirme la tendance à la baisse observée depuis le 3^e trimestre 2004, si l'on exclu la faible hausse constatée entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2006. Le nombre de demandes d'asile demeurant bas, les NEM devenant exécutoires chaque trimestre devrait également se stabiliser à un niveau bas. Depuis le 1^{er} avril 2004, 7576 NEM sont passées en force.

Décisions de NEM dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) et dans les cantons : 72 % des 383 NEM entrées en force durant le 3^e trimestre 2006 ont été prononcées dans un centre d'enregistrement et de procédure, tandis que 28 % ont été notifiées après l'attribution des personnes aux cantons. Au cours des quatre trimestres précédents, ces taux s'élevaient à 69 % et 31 % en moyenne.

65 % des NEM ont non seulement été décidées dans les CEP, mais elles y sont également passées en force (quatre trimestres précédents : 57 % en moyenne). Autant de dossiers dont l'attribution aux cantons n'a été que virtuelle (et non physique) dans la perspective de l'exécution d'un renvoi. En revanche, 35 % des NEM ne sont passées en force qu'après l'attribution aux cantons (semestres précédents : 43 %).

La constante proportion de NEM élevée entrant en force alors que les requérants se trouvent encore dans les CEP décharge les cantons. En effet, les requérants concernés ont moins tendance à déposer une demande d'aide d'urgence auprès des cantons.

Profil des personnes concernées : Pour la répartition par nationalité, voir [annexe II](#). Au cours du 3^e trimestre également, la majorité des NEM devenues exécutoires touchent des ressortissants de Serbie et Monténégro (48)¹. Par rapport au trimestre précédent, les ressortissant de Géorgie (31 NEM contre 22 au trimestre précédent), de Mongolie (22 ; 14) et de la République démocratique du Congo (19 ; 5) affichent une hausse en chiffres absolus. En outre, le pourcentage des personnes originaires de la Russie et de l'Arménie a augmenté par rapport au trimestre précédent. 81 NEM exécutoires, soit 21,1 % des NEM passées en force au cours du trimestre sous revue, concernent des personnes dont la nationalité est inconnue (majoritairement en provenance du continent africain). Par ailleurs, ces personnes constituent 17,6 % des NEM des quatre derniers trimestres.

La répartition par genre est demeurée inchangée depuis le 2^e trimestre 2006 : les chiffres relatifs à la proportion hommes/femmes reste de quatre pour un. 64% des personnes dont la NEM est passée en force au cours du 3^e trimestre 2006 sont âgées de 18 à 29 ans, ce qui représente une augmentation de 5 % par rapport au trimestre précédent. En revanche, le taux de personnes âgées de moins de 18 ans a diminué par rapport au trimestre précédent, passant de 12 % à 10 %. Il en va de même pour les personnes âgées de 40 ans et plus (6 % contre 9 % au trimestre précédent).

Dans 77 % des cas, la procédure a pris moins de six mois jusqu'à l'entrée en force de la NEM (voir tableau infra ; moyenne des quatre derniers trimestres : 82 %). On constate toutefois des décalages à l'intérieur de ce groupe. En effet, le taux de NEM passés en force dans les 29 jours a baissé au cours du 3^e trimestre 2006 et n'atteint plus que 8 % de l'ensemble des NEM passées en force (trimestre précédent : 10 % ; moyenne des quatre derniers trimestres : 20 %).

¹ Bien que le Monténégro soit à présent indépendant, des raisons techniques nous obligent à comptabiliser les ressortissants de ce pays avec ceux de la Serbie.

Durées de procédure des décisions de NEM passées en force

Durée de la procédure	Trimestres 3/05-2/06		3 ^e trimestre 2006	
	Nombre	%	Nombre	%
>=730 jours	77	3.7	12	3.1
366-729 jours	106	5.0	30	7.8
181-365 jours	189	9.0	46	12.0
30-180 jours	1298	61.8	263	68.7
<30 jours	431	20.5	32	8.4
Total	2101	100.0	383	100.0

2. Bénéficiaires de l'aide d'urgence**Nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence :**

Au cours du 3^e trimestre 2006, 881 personnes soumises au *nouveau régime* (NR) ont bénéficié de l'aide d'urgence. Le recul de 4 % par rapport au trimestre précédent met fin à la progression constante du nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence observée depuis le 2^e trimestre 2005.

Pour les 4990 personnes, dont la décision de NEM est entrée en force avant le 1^{er} avril 2004 (*régime transitoire*, RT), la Confédération a pris à sa charge, le cas échéant, les coûts de l'aide sociale ordinaire jusqu'au 31 décembre 2004. De ce fait, ces personnes ne sont comptabilisées dans le monitoring NEM qu'à partir du 1^{er} trimestre 2005. 646 d'entre elles (13 %) apparaissent encore dans les chiffres du 3^e trimestre 2006 en tant que bénéficiaires de l'aide d'urgence (trimestre précédent : 748). Ainsi, le nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence appartenant à cette catégorie est en baisse depuis le 3^e trimestre 2005.

En prenant en considération les personnes soumises au régime transitoire, les cantons ont versé des prestations d'aide d'urgence à 1'527 personnes au cours du trimestre sous revue contre 1666 au trimestre précédent. Depuis le 1^{er} trimestre 2005 (1925 personnes), le nombre de personnes bénéficiant de l'aide d'urgence (NR et RT) a diminué de 21 %.

Profil des bénéficiaires de l'aide d'urgence : La répartition par genre et par âge est restée inchangée depuis le trimestre précédent : 88 % des bénéficiaires soumis au nouveau régime sont des hommes. 12% des personnes bénéficiant de l'aide d'urgence ont moins de 18 ans, 70 % ont entre 18 et 30 ans et 18 % sont âgés de plus de 30 ans. S'agissant de la répartition par nationalité, seules des fluctuations minimales ont été enregistrées par rapport au 2^e trimestre 2006. 35 % des bénéficiaires de l'aide d'urgence sont d'origine inconnue² (trimestre précédent : 34 %). Les 65 % restants viennent de 64 Etats, dont les plus représentés sont, tout comme au trimestre précédent, le Nigéria, l'Algérie, la Guinée, la Serbie et Monténégro³, la Géorgie et le Cameroun (voir [annexe IIa](#)).

3. Coûts de l'aide d'urgence**Coûts de l'aide d'urgence pour les effectifs NR :**

Suite à la baisse du nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence, les coûts y relatifs⁴ ont également diminué entre le 2^e et le 3^e trimestre 2006, passant de 1'512'000 francs à 1'335'000

² Sur l'ensemble des personnes dont la NEM est devenue exécutoire au 3^e trimestre 2006, 21,1 % étaient d'origine inconnue. Cette catégorie de personnes est donc fortement surreprésentée chez les bénéficiaires de l'aide d'urgence. Par la force des choses, le renvoi de ces personnes s'avère difficile.

³ Voir note 1

⁴ Frais médicaux compris

francs⁵. Cette réduction résulte également de coûts moyens moins élevés. Pour une durée de perception égale (57 jours), les coûts moyens - frais liés à la santé non compris - ont baissé de deux francs par rapport au trimestre précédent pour atteindre 25 francs par personne et par jour.

Les frais médicaux, qui se montent à 288 000 francs, demeurent au même niveau qu'au cours du trimestre précédent (282 000 francs) et constituent 22 % des coûts de l'aide d'urgence pour la période sous revue (contre 19 % pour le trimestre précédent et 19 % pour les quatre derniers trimestres).

35 % des coûts ressortent au canton de Zurich, 15 % au canton de Berne et 10 % au canton de Vaud.

Pour le trimestre examiné, les cantons reçoivent 689 400 francs de forfaits au titre de l'aide d'urgence. Ils ont, en outre, facturé des forfaits pour l'exécution de 54 renvois (1'000 francs par renvoi exécuté).⁶ Pour cette même période, l'aide d'urgence consentie par les cantons s'est chiffrée à 1'335'000 francs, les cantons affichant ainsi un déficit de l'ordre de 591'600 francs.

Comparaisons intercantionales : On dénombre treize cantons, pour la plupart relativement grands, dont les dépenses d'aide d'urgence en faveur des effectifs NR excèdent le forfait alloué par la Confédération à ce titre, malgré l'augmentation dudit forfait à 1'800 francs (voir à ce sujet l'[annexe VIa](#)). Cette situation s'explique par un fort recul du nombre de NEM devenues exécutoires au cours du trimestre et à la baisse du forfait au titre de l'aide d'urgence correspondant.

Treize cantons (dont huit comptent plus de dix bénéficiaires de l'aide d'urgence⁷) affichent une baisse des coûts de l'aide d'urgence depuis le trimestre précédent, tandis que onze cantons (dont cinq recensent plus de dix bénéficiaires de l'aide d'urgence⁸) enregistrent une augmentation de ces coûts. Les cantons de Nidwald et d'Uri n'ont subi aucun frais liés à l'aide d'urgence au cours des 2^e et 3^e trimestres 2006.

L'augmentation des coûts au cours du 3^e trimestre 2006 dans les cinq cantons (BE, BS, LU, SO, VS) comptant plus de dix bénéficiaires de l'aide d'urgence s'explique en première ligne par l'extension de la durée de perception. En outre, BS, LU, SO et VS annoncent une hausse des frais de santé alors que, dans le canton de LU, les coûts moyens par personne et par jour sont également en progression. En revanche, les huit cantons dénombant plus de 10 bénéficiaires de l'aide d'urgence qui affichent des coûts en baisse ont tiré parti de l'évolution positive des facteurs suivants : nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence, durée de perception, coûts moyens, frais médicaux. Dans le canton de Vaud, les frais ont baissé de manière spectaculaire en raison d'une plus courte durée de perception alliée à des coûts moyens moins élevés.

Coûts de l'aide d'urgence engendrés pour les effectifs RT :

En matière de coûts de l'aide d'urgence pour les effectifs soumis au régime transitoire (frais médicaux compris), la tendance à la baisse s'est confirmée au cours du 3^e trimestre 2006. Les coûts engendrés se montent à 1 127 000 francs contre 1 519 000 francs pour le trimestre précédent, ce qui constitue une diminution de 26 % (trimestre précédent : -5 %, 1^{er} trimestre 2006 : -22 %). 52 % des coûts concernent le canton de Zurich, 10 % le canton

⁵ Dans la suite du présent rapport, les montants indiqués sont arrondis.

⁶ L'indemnité au titre de l'exécution du renvoi doit permettre de rembourser aux cantons les éventuels frais supplémentaires occasionnés durant la préparation du départ (notamment coûts de l'aide d'urgence, c'est-à-dire frais d'hébergement et d'encadrement.). En vertu de l'art. 54ff OA 2, les coûts engendrés par le départ sont remboursés aux cantons séparément.

⁷ AG, BL, FR, GE, SG, SH, VD, VS; ZH ; les personnes ayant uniquement occasionné des frais médicaux ne sont pas prises en compte.

⁸ BE, BS, LU, SO, VS ; les personnes ayant uniquement occasionné des frais médicaux ne sont pas prises en compte.

de Vaud et 7 % le canton de Berne. Les coûts par jour et par personne ont baissé pour atteindre 24 francs (trimestre précédent : 27 francs). La durée moyenne de perception par trimestre s'élève à 65 jours (trimestre précédent : 69).

Par ailleurs, la facture des prestations médicales est passée de 326 000 francs au 2^e trimestre 2006 à 227 000 francs au 3^e trimestre 2006, ce qui correspond à une diminution de près de 30 %. Ces frais représentent 20 % de l'ensemble des coûts de l'aide d'urgence (trimestre précédent : 21 %).

Effectifs RT compris, les cantons enregistrent, à l'issue du 3^e trimestre 2006, un déficit de 1'719'000 francs suite au versement de prestations au titre de l'aide d'urgence d'un montant total de 2'462'000 francs (déficit au trimestre précédent : 2'087'000 francs).

Coûts structurels : Parallèlement aux prestations d'aide d'urgence, les cantons ont enregistré, au cours de la période sous revue, des frais découlant des structures d'accueil inoccupées se montant à 1'243'000 francs. Par rapport au trimestre précédent, on constate une diminution des coûts structurels de 17'000 francs (voir [annexe VII](#)). Il n'existe pas de rapport linéaire entre l'évolution des coûts structurels (partiellement fixes) et celle des coûts (variables) de l'aide d'urgence individuelle. De ce fait, la diminution des coûts de l'aide d'urgence ne se répercutent pas intégralement sur les coûts structurels. Au vu des jours de perceptions indiqués, il ressort qu'au 3^e trimestre 2006, le coût structurel moyen s'élève à 16 francs environ par jour d'aide effective allouée (trimestre précédent : 14 francs). La Confédération ne prend pas ces coûts en considération dans le calcul visant à évaluer si les forfaits d'aide d'urgence qu'elle a octroyés aux cantons suffisent à couvrir leurs dépenses.

4. Öffentliche Sicherheit

A l'issue du 3^e trimestre 2006, les services de police font état de 330 personnes *soumises au NR NEM* interpellées au cours de 498 interventions, dont 47 % (236) pour séjour irrégulier uniquement (moyenne des quatre trimestres précédents : 52 %). A signaler une augmentation des appréhensions suite à des infractions à la loi sur les stupéfiants de l'ordre de 10 %, les chiffres absolus demeurant néanmoins bas. A l'opposé, le nombre de délits contre le patrimoine, également peu nombreux en chiffres absolus, a quasiment diminué de moitié par rapport au trimestre précédent. Ces deux types d'infractions constituent 23 % des interpellations (trimestre précédent : 25 %).

S'agissant des *effectifs RT*, le nombre d'appréhensions et de personnes interpellées est en baisse constante depuis le 1^{er} trimestre 2005, passant ainsi de 765 interpellations (478 personnes) à 210 (164 personnes) pour le trimestre examiné.

Dans l'ensemble (effectifs NR et RT), 494 personnes ont été interpellées au cours de 708 appréhensions pendant le 3^e trimestre 2006.⁹

4.1 Effectifs NR

L'[annexe Xa](#) donne un aperçu des interpellations enregistrées de personnes frappées d'une NEM exécutoire, classées selon leur type et leur fréquence. Il s'en dégage que, pour le trimestre sous revue, le taux d'appréhensions pour séjour irrégulier uniquement s'élève à 47 % (trimestre précédent : 52 %).

⁹ Les personnes interpellées dans plusieurs cantons ne sont comptées qu'une seule fois. Les anciennes annexes IX, qui présentaient les chiffres par canton, n'ont pas été intégrées au présent rapport. Elles peuvent, au besoin, être commandées à l'adresse suivante Monitoring-NEE@bfm.admin.ch.

95 interpellations ont été effectuées en raison d'infractions à la loi sur les stupéfiants (trimestre précédent : 88) et 22 suite à des délits contre le patrimoine (trimestre précédent : 42).

Répartition par canton : Dans la continuité des trimestres précédents, la majorité des interpellations est répartie sur un petit nombre de cantons. Près de deux tiers des appréhensions ont eu lieu dans les cinq cantons suivants : Argovie, Berne, Genève, Vaud et Zurich. Avec 85 interpellations au cours du 3^e trimestre 2006, le canton de Vaud est en tête de liste, suivi du canton de Berne (81) et du canton de Zurich (79).

Interpellations hors du canton d'attribution : La proportion d'interpellations de personnes attribuées à un canton différent de celui où a lieu l'interpellation varie fortement d'un canton à l'autre. Dans les cantons de Bâle-Ville et de Genève, par exemple, 95 %, respectivement 75 % des appréhensions concernaient des personnes relevant d'un autre canton. Dans le canton de Vaud, ce taux s'élevait à 68 % tandis que dans les cantons de Zurich, de Berne et du Tessin ce type d'appréhensions restait, comme au cours du trimestre précédent, minoritaire (40 %, 37 %, 29 %). En Argovie, presque toutes les personnes interpellées étaient effectivement attribuées à ce canton.

4.2 Effectifs RT

Le séjour irrégulier était l'unique motif de 37 % des 210 appréhensions effectuées au cours de la période en revue. Pour les quatre trimestres précédents, ce taux se situait à 42 % en moyenne. Le nombre d'interpellations liées à des délits contre le patrimoine ou à des infractions à la loi sur les stupéfiants reste bas (voir [annexe Xb](#)).

Répartition par canton : Près de trois quarts des interpellations se répartissent sur quatre cantons (AG, BE, GE, ZH). Le canton de Zurich recense à lui seul trois appréhensions de personnes soumises au RT sur dix (60 interpellations)

5. Autres observations

Mineurs non accompagnés : Au cours du trimestre examiné, un mineur non accompagné tout juste âgé de 15 ans a fait l'objet d'une NEM exécutoire (contre 6 au trimestre précédent).

Par ailleurs, 9 mineurs non accompagnés ont demandé une aide d'urgence ou apparaissent sur les registres de la police. Le plus jeune d'entre eux avait à peine 15 ans.

Répercussions de la durée de procédure sur la durée de perception des prestations d'aide d'urgence (NR) : Comme au cours des trimestres précédents, les personnes dont la durée de procédure est élevée restent surreprésentées parmi les bénéficiaires de l'aide d'urgence. Pour les quatre trimestres précédents, 18 %, en moyenne, de l'ensemble des personnes frappées d'une NEM passée en force au 1^{er} avril 2004 avaient fait l'objet d'une procédure de plus de six mois. Après ajout des personnes qui ont eu recours au moins une fois à l'aide d'urgence pendant la période sous revue,¹⁰ cette proportion atteint près de 25 %.

Durée de perception des prestations d'aide d'urgence (NR) : En mars 2006, au terme de la deuxième année de suppression de l'aide sociale, on constatait que près de deux tiers des personnes frappées d'une décision de non-entrée en matière entrée en force n'avaient jamais perçu de prestations d'aide d'urgence. Pour le trimestre examiné, ce taux demeure presque identique (63 %).

Si l'on tient compte de l'ensemble des trimestres retenus, la durée de perception moyenne de l'aide d'urgence augmente continuellement. Considérée sur les huit premiers trimestres

¹⁰ Les personnes ayant engendré uniquement des frais médicaux ne sont pas prises en compte.

de monitoring et de suppression de l'aide sociale, la durée moyenne de perception de l'aide d'urgence se montait à 113 jours par personne, un trimestre plus tard, elle était passée à 119 jours et au bout de dix trimestres, cette durée atteint une moyenne de 128 jours par personne. Cette nouvelle hausse est due aux « bénéficiaires de longue durée »¹¹, dont fait partie près d'un tiers (31 %) de l'ensemble des personnes ayant eu recours à l'aide d'urgence en Suisse au cours du 3^e trimestre 2006, comme c'était également le cas au cours du trimestre précédent. Les cantons de Zurich (54 %), Saint-Gall (44 %), Neuchâtel (42 %), Schaffhouse (39 %) et Fribourg (38 %) comptent un nombre de bénéficiaires de longue durée supérieur à la moyenne nationale. En revanche, dans les cantons de Vaud (17 %), Bâle-Ville (13 %), Lucerne (10 %) et Genève (7 %), la proportion de bénéficiaires de longue durée est nettement inférieure à la moyenne suisse. Onze cantons, pour la plupart de petite taille, ne dénombrent aucun bénéficiaire de longue durée au cours de la période sous revue.¹² Dans la catégorie des bénéficiaires de longue durée il y a beaucoup de personnes vulnérables.

Impact de la mesure d'exclusion en termes de séjours et de départs sur les personnes soumises au NR frappées d'une NEM : La tendance observée durant les précédents trimestres se confirme ; le nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence dont la NEM est exécutoire de longue date diminue constamment. Au cours de la période en revue, seules 127 (7 %) sur les 1'788 personnes frappées d'une NEM passée en force au 2^e trimestre 2004 percevaient l'aide d'urgence. Au 2^e trimestre 2006, elles étaient encore 139 et au 1^{er} trimestre 2005, elles se montaient à 243 sur 1'788, soit à 14 %.

Le tableau suivant montre que cette évolution à la baisse touche également les personnes dont la décision de non-entrée en matière a été rendue plus tard:

Trimestre de l'entrée en force	Nombre NEM exécutoires	Bénéficiaires aide d'urgence au 1 ^{er} trimestre 2005	%	Bénéficiaires aide d'urgence au 1 ^{er} trimestre 2006	%	Bénéficiaires aide d'urgence au 2 ^e trimestre 2006	%	Bénéficiaires aide d'urgence au 3 ^e trimestre 2006	%
2 ^e trim. 2004	1788	243	13,6	163	9,1	139	7,8	127	7,1
3 ^e trim. 2004	1185	185	15,6	100	8,4	83	7,0	75	6,3
4 ^e trim. 2004	831	160	19,2	64	7,7	48	5,8	41	4,9
1 ^{er} trim. 2005	646	158	24,4	55	8,5	52	8,0	41	6,3

Selon la banque de données de l'Office fédéral des migrations (système d'enregistrement automatisé des personnes, AUPER), près de 19 % des personnes dont la décision de non-entrée en matière est passée en force après le 1^{er} avril 2004 ont quitté la Suisse dans le cadre d'un départ contrôlé ou ont été rapatriées dans leur Etat d'origine.

Impact de la mesure d'exclusion en termes de séjours et de départs sur les personnes soumises au RT : Rappelons que la Confédération a continué, au besoin, de prendre à sa charge les coûts de l'aide sociale pour les 4'990 personnes dont la NEM est entrée en force avant le 1^{er} avril 2004 (effectifs RT), et ce jusqu'au 31 décembre 2004. Au-delà de cette date, la suppression de l'aide sociale s'appliquait également à ces personnes. C'est pourquoi, elles ne sont prises en considération dans le monitoring NEM qu'à partir du 1^{er} trimestre 2005. Depuis ce même trimestre, les effectifs RT ayant recours à l'aide sociale ont diminué de 45 %. En effet, à l'époque, 1'178 personnes soumises au RT bénéficiaient de l'aide d'urgence alors qu'au 3^e trimestre 2006, elles n'étaient plus que 646. La baisse observée entre le

¹¹ Sont considérées « bénéficiaires de longue durée » les personnes qui, durant la période sous revue ainsi que les deux trimestres précédents, ont eu recours à l'aide d'urgence pendant plus de deux tiers de la durée maximale de perception de ces trois trimestres. Les personnes qui, depuis la suppression de l'aide sociale le 1^{er} avril 2004, ont touché l'aide d'urgence pendant plus de 50 % de la durée totale de perception sont également réputées « bénéficiaires de longue durée ».

¹² AI, AR, GL, GR, JU, NW, OW, SZ, TI, UR, ZG.

1^{er} et le 2^e trimestre 2006 s'élevait à 15 % (112 personnes). Cette tendance se confirme au 3^e trimestre 2006, qui affiche une diminution de 14 % (102 personnes) par rapport au trimestre précédent. Les effectifs RT ont diminué ou sont restés inchangés dans tous les cantons, hormis celui de Vaud. Comme au 2^e trimestre 2006, c'est le canton de Zurich qui enregistre le plus fort recul en chiffres absolus par rapport au trimestre précédent, soit - 51 personnes.

Plus des trois quarts des personnes bénéficiant de l'aide d'urgence sont réparties sur cinq cantons : 45 % concernent le canton de Zurich, 13 % le canton de Vaud, 8 % l'Argovie, 6 % le canton de Berne et 5 % le canton de Genève.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, 1752 personnes bénéficiant de l'aide d'urgence et appartenant aux effectifs RT ont été dénombrées (les personnes ayant eu recours à l'aide d'urgence à plusieurs reprises au cours de différents trimestres ne sont comptabilisées qu'une seule fois). Cela signifie que 65 % des personnes soumises au RT n'ont jamais eu recours à l'aide d'urgence.

Interpellations policières : A l'instar des bénéficiaires de l'aide d'urgence, le nombre de personnes interpellées dont la NEM est entrée en force de longue date s'amenuise de trimestre en trimestre (cf. [annexe XI](#)). Des 1'788 personnes frappées d'une NEM exécutoire au 2^e trimestre 2004, seules 85 ont été interpellées au 2^e trimestre 2005 et uniquement 33 au 3^e trimestre 2006. S'agissant des personnes dont la NEM est passée en force au 3^e ou 4^e trimestre 2004, le nombre d'appréhension est également en diminution constante. Ces résultats laissent supposer qu'une grande partie des personnes dont la décision de non-entrée en matière a été prononcée il y a longtemps ont quitté la Suisse.

Aide au retour dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) : De juillet à décembre 2006, 185 personnes ont manifesté leur intérêt pour le programme d'aide au retour et 168 ont effectivement quitté le pays. Durant le premier semestre 2006, 248 personnes s'étaient annoncées et 222 avaient effectivement quitté le pays.

Edition et rédaction

Équipe de rédaction du Domaine de direction Nationalité, intégration et subventions fédérales, Office fédéral des migrations :

- Simone Bischoff, direction
- Marie-Pascale Bagnoud
- Susanne Baumgartner
- Martin Michel

Traduction:

- Services linguistiques de l'ODM (version française)

Groupe d'accompagnement interne :

- Domaine de direction Procédure d'asile : Christian Zumwald
- Domaine de direction Entrée, séjour & retour : Christoph Feldmann, Peter Wenger

Groupe d'accompagnement externe :

- CDAS Gérald Rohrbach, VD
- CDS Patrick Bodenmann, Polyclinique Médicale Universitaire, VD
- ASM Erich Dürst, VD
 Florian Düblin, BE
- CCPCS Karin Keller, KAPO ZH
- CSIAS Ruedi Hofstetter, ZH
- Asyl-Organisation Zürich Thomas Kunz
- Office des étrangers TG Rolf Bruderer
- Département de l'Intérieur AG Andreas Bamert-Rizzo
- ODM Simone Bischoff (présidence)

Groupe de contact Monitoring NEM

- CDAS Ernst Zürcher
- CCDJP Roger Schneeberger
- ASM Florian Düblin, BE
- ODM Mario Gattiker (présidence)

Annexes

Annexe I :	Aperçu des chiffres-clés (indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1 ^{er} janvier 2005).....	11
Annexe II :	Décisions de NEM EF par pays d'origine (NR).....	12
Annexe IIa :	Bénéficiaires de l'aide d'urgence par nationalité (NR).....	13
Annexe III :	Décisions de NEM EF par durée de procédure (NR)	14
Annexe IIIa :	Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 3 ^e trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (NR)	14
Annexe IIIb :	Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 3 ^e trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM.....	15
Annexe IV :	Aide d'urgence: durée moyenne de perception des prestations par canton et par trimestre (NR).....	16
Annexe V :	Aide d'urgence: effectif bénéficiaire d'une aide d'urgence dans l'effectif NEM EF attribué par canton (frais de santé non compris ; nouveaux cas)	17
Annexe VIa :	Coût de l'aide d'urgence au 3 ^e trimestre 2006 (RT NON COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 54'000 francs; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1 ^{er} janvier 2005	18
Annexe VIb :	Coût de l'aide d'urgence au 3 ^e trimestre 2006 (RT COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 54'000 francs; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1 ^{er} janvier 2005	19
Annexe VIc :	Coût de l'aide d'urgence au 3 ^e trimestre 2006 (RT UNIQUEMENT, c'est-à-dire personnes dont la NEM est entrée en force avant le 1 ^{er} avril 2004).....	20
Annexe VII :	Coût des structures d'accueil au 3 ^e trimestre 2006	21
Annexe VIII :	Bilan des coûts et d'indemnités fédérales, aperçu sur dix trimestres; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1 ^{er} janvier 2005	22
Annexe IXa :	Sécurité publique (RT NON COMPRIS).....	23
Annexe IXb :	Sécurité publique (RT COMPRIS).....	23
Annexe IXc :	Sécurité publique (RT UNIQUEMENT)	24
Annexe Xa :	Interpellations par trimestre (NR)	24
Anhang Xb:	Interpellation par trimestre (RT).....	24
Annexe XI :	Personnes interpellées, par trimestre d'entrée en force de la NEM et par trimestre de l'interpellation.....	25

Annexe I :

Aperçu des chiffres-clés (indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005)

		trim. 2-04	trim. 3-04	trim. 4-04	trim. 1-05	trim. 2-05	trim. 3-05	trim. 4-05	trim. 1-06	trim. 2-06	trim.3-06	Total
1a	NEM exécutoires cumulés	1'788	1'185	831	646	642	578	525	490	508	383	7'576
1b	NEM exécutoires cumulés	1'788	2'973	3'804	4'450	5'092	5'670	6'195	6'685	7'193	7'576	7'576
2a	Indemnités allouées par la Confédération dans le cadre de l'aide d'urgence	1'072'800	711'000	498'600	1'162'800	1'155'600	1'040'400	945'000	882'000	914'400	689'400	9'072'000
2b	Indemnités cumulées allouées par la Confédération dans le cadre de l'aide d'urgence	1'072'800	1'783'800	2'282'400	3'445'200	4'600'800	5'641'200	6'586'200	7'468'200	8'382'600	9'072'000	9'072'000
3a	Indemnités allouées par la Confédération dans le cadre de l'exécution des renvois	2'000	23'000	30'000	60'000	35'000	26'000	87'000	37'000	50'000	54'000	404'000
3b	Indemnités cumulées allouées par la Confédération dans le cadre de l'exécution des renvois	2'000	25'000	55'000	115'000	150'000	176'000	263'000	300'000	350'000	404'000	404'000
4	NEM bénéficiaires de l'aide d'urgence (nouveaux cas)	394	713	649	746	727	830	878	908	918	881	
5	Dépenses d'aide d'urgence pour les nouveaux cas (frais médicaux non compris)	234'866	590'717	597'484	721'821	840'065	953'304	1'220'617	1'090'281	1'230'078	1'046'841	8'526'074
6a	Dépenses d'aide d'urgence pour les nouveaux cas (frais médicaux compris)	253'429	776'351	697'436	866'595	1'065'583	1'181'108	1'559'661	1'311'197	1'512'081	1'334'964	10'558'405
6b	Dépenses d'aide d'urgence cumulées pour les nouveaux cas (frais médicaux compris)	253'429	1'029'780	1'727'216	2'593'811	3'659'394	4'840'502	6'400'163	7'711'360	9'223'441	10'558'405	10'558'405
7	Total des jours de soutien (nouveaux cas)	9'750	26'962	27'440	35'903	38'065	44'480	47'036	40'978	45'520	42'455	358'589
8a	Dépenses moyennes par jour/personne pour les nouveaux cas (frais médicaux non compris)	24	22	22	20	22	21	26	27	27	25	24
8b	personne pour les nouveaux cas (pour le trimestre correspondant au rapport)	-	32	48	54	59	60	62	53	57	57	
9a	Solde des indemnités moins les frais (2a+3a-6a)	821'371	-42'351	-168'836	356'205	125'017	-114'708	-527'661	-392'197	-547'681	-591'564	-1'082'405
9b	Solde des indemnités moins les frais cumulés	821'371	779'020	610'184	966'389	1'091'406	976'698	449'037	56'840	-490'841	-1'082'405	-1'082'405
10	Dépenses pour les structures	590'354	917'824	922'500	1'681'376	1'632'155	1'939'257	1'229'338	1'404'702	1'259'754	1'243'213	12'820'473
11	NEM bénéficiaires de l'aide d'urgence (effectifs RT)	-	-	-	1'178	1'047	1'067	969	860	748	646	
12	Dépenses d'aide d'urgence pour les effectifs RT (frais médicaux non compris)	-	-	-	1'474'078	1'365'473	1'364'019	1'578'963	1'219'746	1'192'603	900'312	9'095'194
13a	Dépenses d'aide d'urgence pour les effectifs RT (frais médicaux compris)	0	0	0	1'667'537	1'742'060	1'740'215	2'054'854	1'602'978	1'518'914	1'127'063	11'453'621
13b	Dépenses d'aide d'urgence cumulées pour les effectifs RT (frais médicaux non compris)	-	-	-	1'667'537	3'409'597	5'149'812	7'204'666	8'807'644	10'326'558	11'453'621	11'453'621
14	Total des jours de soutien (effectifs RT)	-	-	-	72'442	67'715	68'431	59'527	45'609	44'717	37'560	396'001
15a	Dépenses moyennes par jour/personne pour les effectifs RT (frais médicaux non compris)	-	-	-	20	20	20	27	27	27	24	24
15b	Durée moyenne de perception des prestations par personne pour les effectifs RT (pour le trimestre correspondant au rapport)	-	-	-	65	70	72	71	64	69	65	
16	Interpellations policières (nouveaux cas)	265	409	553	668	524	468	378	525	519	498	
17	Personnes interpellées (nouveaux cas)	200	292	360	385	313	342	271	352	355	330	
19	Interpellations policières (effectifs RT)	-	-	-	765	554	375	309	280	230	210	
20	personnes interpellées (effectifs RT)	-	-	-	529	426	286	223	206	185	164	

Annexe II :*Décisions de NEM EF par pays d'origine (NR)*

Pays d'origine	2ème à 4ème trim. 2004		1er trim. 2005		2ème trim. 2005		3ème trim. 2005		4ème trim. 2005		1er trim. 2006		2ème trim. 2006		3ème trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Nationalité inconnue	805	21.2	79	12.2	89	13.9	96	16.6	83	15.8	105	21.4	87	22.7	81	21.1	1425	18.8
Serbie et Monténégro	339	8.9	63	9.8	111	17.3	100	17.3	54	10.3	52	10.6	65	17.0	48	12.5	832	11.0
Bulgarie	216	5.7	66	10.2	60	9.3	36	6.2	66	12.6	29	5.9	32	8.4	18	4.7	523	6.9
Géorgie	207	5.4	41	6.3	26	4	47	8.1	26	5	25	5.1	22	5.7	31	8.1	425	5.6
Nigeria	192	5.0	31	4.8	23	3.6	25	4.3	17	3.2	31	6.3	33	8.6	21	5.5	373	4.9
Guinée	195	5.1	20	3.1	39	6.1	19	3.3	23	4.4	12	2.4	9	2.3	6	1.6	323	4.3
Algérie	177	4.7	28	4.3	22	3.4	22	3.8	19	3.6	13	2.7	24	6.3	11	2.9	316	4.2
Turquie	100	2.6	22	3.4	27	4.2	33	5.7	19	3.6	17	3.5	29	7.6	11	2.9	258	3.4
Russie	114	3.0	16	2.5	20	3.1	8	1.4	28	5.3	5	1.0	11	2.9	10	2.6	212	2.8
Bosnie-Herzégovine	79	2.1	20	3.1	13	2	15	2.6	14	2.7	19	3.9	24	6.3	11	2.9	195	2.6
Arménie	69	1.8	9	1.4	10	1.6	8	1.4	5	1	13	2.7	10	2.6	9	2.3	133	1.8
Macédoine	76	2.0	28	4.3	21	3.3	6	1	9	1.7	8	1.6	11	2.9	4	1.0	163	2.2
Cameroun	44	1.2	2	0.3	14	2.2	10	1.7	9	1.7	9	1.8	10	2.6	5	1.3	103	1.4
Irak	43	1.1	16	2.5	13	2	11	1.9	0	0	0	0.0	4	1.0	1	0.3	88	1.2
Mongolie									10	1	6	1.2	14	3.7	22	5.7	52	0.7
Rép.dém.Congo									7	0	3	0.6	5	1.3	10	2.6	25	0.3
Tunisie									2	1.7	2	0.4	9	2.3	5	1.3	18	0.2
Autres (33 nationalités recensées au 3ème trimestre 2006)	1148	30.2	205	31.7	154	24	142	24.7	134	29.1	141	28.8	109	28.5	79	20.6	2112	27.9
Total	3804	100.0	646	100	642	100	578	100	525	100	490	100.0	508	132.6	383	100.0	7576	100.0

Annexe IIa :
Bénéficiaires de l'aide d'urgence par nationalité (NR)

Nationalität	2e trim. 2006		3e trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Etats inconnus	315	34.4	317	36.0	632	35.2
Nigéria	131	14.3	114	13.0	245	13.6
Algérie	42	4.6	41	4.7	83	4.6
Guinée	40	4.4	39	4.4	79	4.4
Serbie et Monténégro	55	6.0	36	4.1	91	5.1
Georgie	30	3.3	34	3.9	64	3.6
Cameroun	20	2.2	19	2.2	39	2.2
RD du Congo	19	2.1	17	1.9	36	2.0
Liban	20	2.2	15	1.7	35	1.9
Mongolie	18	2.0	14	1.6	32	1.8
Bosnie-Herzegovine	5	0.5	13	1.5	18	1.0
Tunisie	12	1.3	13	1.5	25	1.4
Inde	11	1.2	12	1.4	23	1.3
Ethiopie	10	1.1	10	1.1	20	1.1
Turquie	10	1.1	10	1.1	20	1.1
Russie	14	1.5	10	1.1	24	1.3
Arménie	5	0.5	10	1.1	15	0.8
Mali	11	1.2	9	1.0	20	1.1
Maroc	13	1.4	9	1.0	22	1.2
Bulgarie	0	0.0	2	0.2	2	0.1
Macédoine	2	0.2	2	0.2	4	0.2
Irak	2	0.2	1	0.1	3	0.2
Autres (3e trim.06: 43 Nationalités)	131	14.3	133	15.1	264	14.7
Total	916	100.0	880	100.0	1796	100.0

Annexe III : Décisions de NEM EF par durée de procédure (NR)

durée de procédure (en jours)	2 ^e me trim. 2004		3 ^e me trim. 2004		4 ^e me trim. 2004		1er trim. 2005		2 ^e me trim. 2005		3 ^e me trim. 2005		4 ^e me trim. 2005		1er trim. 2006		2 ^e me trim. 2006		3 ^e me trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
≥ 730	27	1.5	50	4.2	22	2.6	41	6.3	30	4.7	37	6.4	17	3.2	10	2.0	13	2.6	12	3.1	259	3.6
366 - 729	102	5.7	86	7.3	55	6.6	52	8.1	27	4.2	34	5.9	41	7.8	18	3.7	13	2.6	30	7.8	458	6.4
181 - 365	226	12.6	187	15.8	136	16.4	84	13.0	37	5.8	29	5.0	37	7.1	68	13.9	55	10.8	46	12.0	905	11.9
30 - 180	1117	62.5	534	45.1	348	41.9	292	45.2	382	59.5	313	54.1	297	56.6	311	63.5	377	74.2	263	68.7	4234	53.0
<30 jours	316	17.7	328	27.7	270	32.5	177	27.4	166	25.8	165	28.6	133	25.3	83	16.9	50	9.8	32	8.4	1720	25.1
Total	1788	100.0	1185	100.0	831	100.0	646	100.0	642	100.0	578	100.0	525	100.0	490	100.0	508	100.0	383	100.0	7576	100.0

Annexe IIIa : Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 3^e trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (NR)

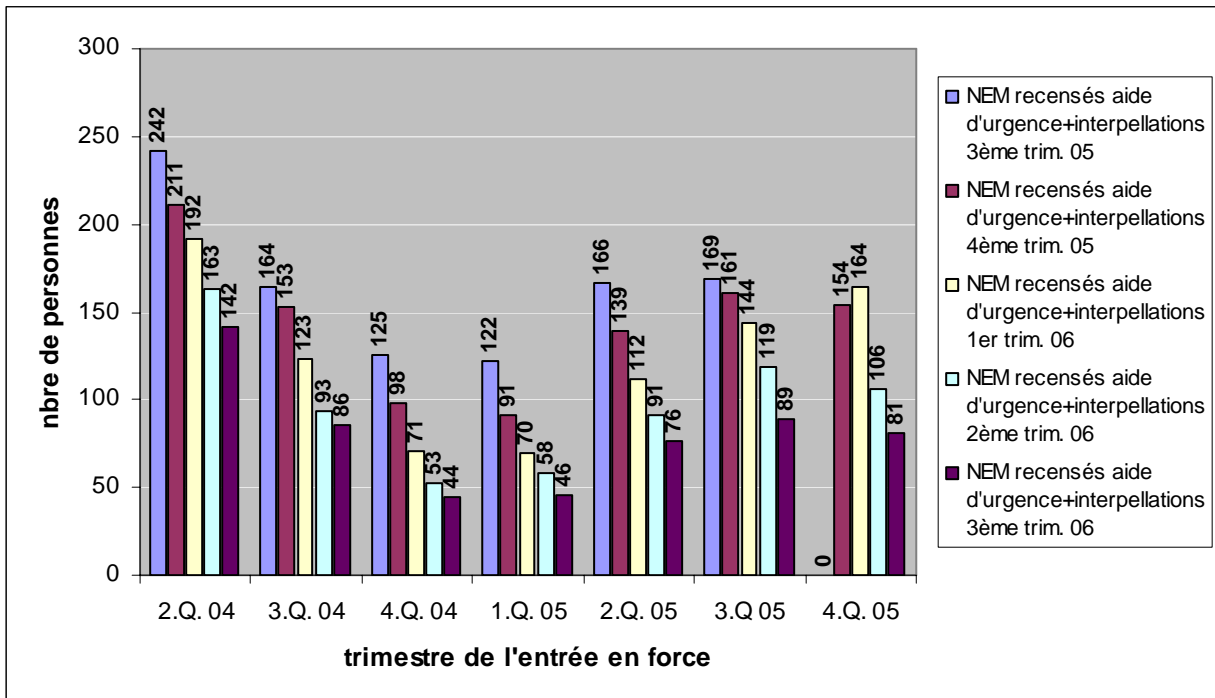
trimestre sous revue	trimestre durant lequel la décision NEM est entrée en force													TOTAL								
	2 ^e me trim. 2004 n=1788		3 ^e me trim. 2004 n=1185		4 ^e me trim. 2004 n=831		1er trim. 2005 n=646		2 ^e me trim. 2005 n=642		3 ^e me trim. 2005 n=578		4 ^e me trim. 2005 n=525		1er trim. 2006 n=490		2 ^e me trim. 2006 n=508		3 ^e me trim. 2006 n=383		nbre	%
3 ^e me trim.05	242	13.5	164	13.8	125	15.0	122	18.9	166	25.9	169	29.2	x	x	x	x	x	x	x	x	988	17.4
4 ^e me trim.05	211	11.8	153	12.9	98	11.8	91	14.1	139	21.7	161	27.9	155	29.5	x	x	x	x	x	x	1008	16.3
1er trim. 06	192	10.7	123	10.4	71	8.5	70	10.8	112	17.4	144	24.9	164	31.2	209	42.7	x	x	x	x	1085	16.2
2 ^e me trim.06	163	9.1	93	7.8	53	6.4	58	9.0	91	14.2	119	20.6	106	20.2	201	41.0	198	39.0	x	x	1082	15.0
3 ^e me trim.06	142	7.9	86	7.3	44	5.3	46	7.1	76	11.8	89	15.4	81	15.4	134	27.3	190	37.4	122	31.9	1010	13.3

pourcentage : pourcentage de personnes dont la décision NEM est entrée en force pendant un trimestre précis et qui sont recensées lors d'un trimestre sous revue par rapport au nombre total de décisions NEM entrées en force durant ce trimestre. Exemple: au 3^e trimestre 2006, nous avons recensés 142 personnes dont la décision NEM était entrée en force au 2^eme trimestre 2004; cela représente le 7,9% des 1788 personnes dont la décision NEM est entrée en force au 2^eme trimestre 2004.

x: pas possible. Sont pris en compte dans cadre du monitoring seulement les bénéficiaires de l'aide d'urgence et les interpellations de personnes dont la décision NEM est entrée en force. Ainsi au 3^eme trimestre 2005 il ne peut pas y avoir d'interpellation ou/et de bénéficiaires de l'aide d'urgence dont la décision NEM entrerait en force au trimestre suivant ou encore plus tard.

Annexe IIIb :

Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 3^e trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM



Annexe IV :*Aide d'urgence: durée moyenne de perception des prestations par canton et par trimestre (NR)*

canton	1er trim. 05		2ème trim. 05		3ème trim. 05		4ème trim. 05		1er trim. 06		2ème trim. 06		3ème trim. 06	
	per- sonne	durée moyenne de percep-tion	per- sonne	durée moyenne de percep- tion	per- sonne	durée moyenne de percep- tion	per- sonne	durée moyenne de percep- tion	per- sonne	durée moyenne de percep- tion	person- ne	durée moyenne de percep- tion	person- ne	durée moyenne de percep- tion
AG	30	22.8	40	28.2	61	48.4	60	52.1	78	46.3	89	48.8	93	44.5
AI	0	0	0	0	0	0	0	0	1	5	1	33.0	1	7.0
AR	4	44	1	3	2	61.5	3	51.3	3	64.3	2	13.0	1	20.0
BE	103	41.7	66	52.6	64	45.8	54	58.6	73	59.6	97	61.3	97	69.5
BL	27	47.4	27	60	31	63.9	33	54.9	28	46.7	36	45.5	28	46.4
BS	6	61.5	7	67.7	8	89.1	8	44.8	8	67.3	12	50.8	13	66.2
FR	16	67.6	18	61.5	10	56.7	15	46.2	13	45.1	11	61.5	11	45.4
GE	41	37.4	40	43.7	49	47.2	48	39.5	52	45.4	59	41.1	57	43.8
GL	0	0	0	0	1	7	1	22	0	0	7	32.7	7	81.1
GR	2	5	2	16	1	20	1	39	7	12.5	1	6.0	4	35.5
JU	2	3.5	3	29	5	46	2	3	2	8.5	1	2.0	1	5.0
LU	11	43.4	16	46.1	15	58.8	10	56.8	8	28.6	13	32.2	14	60.7
NE	19	54	16	55.4	14	11.8	10	13.8	11	21.9	9	71.2	9	71.6
NW	0	0	0	0	2	32.5	1	92	2	45.5	1	91.0	0	0.0
OW	3	0	4	10.5	2	42	2	44.5	2	6.5	1	5.0	2	2.0
SG	20	38.2	34	52.7	26	48.2	36	72.7	39	50.9	43	62.4	27	63.6
SH	11	47.1	14	62.8	19	68.3	18	65	18	69.8	19	60.5	17	64.3
SO	39	63.5	38	73.8	38	84.1	34	53.4	30	54.6	36	39.9	25	61.0
SZ	7	38.3	5	31.6	4	3.8	6	17.7	7	13.7	9	6.4	4	2.5
TG	8	32.5	4	56.8	1	92	8	32	9	57.6	9	57.2	9	47.2
TI	7	51.3	4	32.3	2	37	7	45.8	2	7	4	28.5	4	47.8
UR	0	0	2	46	2	92	1	31	0	0	0	0.0	0	0.0
VD	28	38.9	44	34.4	105	52.2	125	70.9	90	51.9	104	57.6	104	33.4
VS	14	36.3	15	47.1	16	56.6	21	66.3	25	68.4	30	68.1	34	71.2
ZG	0	0	0	0	0	0	2	19	3	46	2	60.5	2	49.0
ZH	272	68.5	247	74.6	258	73.5	256	71.4	257	59.5	204	70.1	191	71.1
Total	670	53.6	647	58.8	736	60.4	762	61.7	768	53.3	800	56.9	755	56.7

Annexe V :

Aide d'urgence: effectif bénéficiaire d'une aide d'urgence dans l'effectif NEM EF attribué par canton (frais de santé non compris ; nouveaux cas)

canton	1er trim. 05			2ème trim. 05			3ème trim. 05			4ème trim. 05			1er trim. 06			2ème trim. 06			3ème trim. 06		
	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%
AG	387	30	7.8	441	40	9.1	497	61	12.3	536	60	11.2	578	78	13.5	618	89	14.4	651	93	14.3
AI	6	0	0.0	6	0	0.0	7	0	0.0	8	0	0.0	9	1	11.1	11	1	9.1	13	1	7.7
AR	26	4	15.4	30	1	3.3	34	2	5.9	38	3	7.9	45	3	6.7	47	2	4.3	52	1	1.9
BE	644	103	16.0	722	66	9.1	787	64	8.1	865	54	6.2	909	73	8.0	967	97	10.0	1015	97	9.6
BL	166	27	16.3	183	27	14.8	196	31	15.8	211	33	15.6	225	28	12.4	246	36	14.6	255	28	11.0
BS	92	6	6.5	107	7	6.5	125	8	6.4	148	8	5.4	159	8	5.0	173	12	6.9	184	13	7.1
FR	114	16	14.0	129	18	14.0	139	10	7.2	153	15	9.8	165	13	7.9	170	11	6.5	183	11	6.0
GE	186	41	22.0	208	40	19.2	237	49	20.7	268	48	17.9	291	52	17.9	317	59	18.6	341	57	16.7
GL	21	0	0.0	23	0	0.0	25	1	4.0	27	1	3.7	28	0	0.0	36	7	19.4	38	7	18.4
GR	121	2	1.7	136	2	1.5	145	1	0.7	163	1	0.6	178	7	3.9	186	1	0.5	198	4	2.0
JU	48	2	4.2	60	3	5.0	61	5	8.2	66	2	3.0	73	2	2.7	76	1	1.3	80	1	1.3
LU	239	11	4.6	274	16	5.8	306	15	4.9	321	10	3.1	344	8	2.3	372	13	3.5	383	14	3.7
NE	107	19	17.8	119	16	13.4	135	14	10.4	152	10	6.6	162	11	6.8	171	9	5.3	178	9	5.1
NV	18	0	0.0	21	0	0.0	28	2	7.1	31	1	3.2	32	2	6.3	35	1	2.9	38	0	0.0
OV	15	3	20.0	19	4	21.1	22	2	9.1	27	2	7.4	29	2	6.9	34	1	2.9	35	2	5.7
SG	282	20	7.1	327	34	10.4	353	26	7.4	383	36	9.4	421	39	9.3	461	43	9.3	485	27	5.6
SH	56	11	19.6	64	14	21.9	72	19	26.4	75	18	24.0	81	18	22.2	87	19	21.8	93	17	18.3
SO	154	39	25.3	173	38	22.0	196	38	19.4	210	34	16.2	224	30	13.4	252	36	14.3	260	25	9.6
SZ	71	7	9.9	91	5	5.5	99	4	4.0	107	6	5.6	118	7	5.9	131	9	6.9	140	4	2.9
TG	119	8	6.7	137	4	2.9	151	1	0.7	172	8	4.7	188	9	4.8	204	9	4.4	211	9	4.3
TI	190	7	3.7	230	4	1.7	263	2	0.8	290	7	2.4	315	2	0.6	334	4	1.2	346	4	1.2
UR	21	0	0.0	23	2	8.7	25	2	8.0	28	1	3.6	28	0	0.0	30	0	0.0	32	0	0.0
YD	324	28	8.6	388	44	11.3	457	105	23.0	492	125	25.4	533	90	16.9	567	104	18.3	597	104	17.4
YS	154	14	9.1	186	15	8.1	204	16	7.8	228	21	9.2	246	25	10.2	264	30	11.4	275	34	12.4
ZG	46	0	0.0	56	0	0.0	66	0	0.0	72	2	2.8	82	3	3.7	89	2	2.2	94	2	2.1
ZH	841	272	32.3	935	247	26.4	1034	258	25.0	1118	256	22.9	1216	257	21.1	1309	204	15.6	1393	191	13.7
sans	2	0	0.0	4	0	0.0	6	0	0.0	0	0	0.0	6	0	0.0	6	0	0.0	6	0	0.0
TOTAL	4'450	670	15.1	5'092	647	12.7	5'670	736	13.0	6'195	762	12.3	6'685	768	11.5	7'193	800	11.1	7'576	755	10.0

Annexe VIa :

Coût de l'aide d'urgence au 3^e trimestre 2006 (RT NON COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 54'000 francs; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaires (frais de santé non compris)	Nbre total de jours de perception	Coût (frais de santé non compris)	Coût moyen par jour et par personne	Frais de santé	Coût (frais de santé compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités féd. d'aide d'urgence - 3 ^e trimestre 06	Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris)
AG	98	93	4'135	72'363	18	10'661	83'024	33	59'400	-23'624
AI	1	1	7	131	19	309	440	2	3'600	3'160
AR	1	1	20	283	14	0	283	5	9'000	8'717
BE	112	97	6'743	164'350	24	32'337	196'687	48	86'400	-110'287
BL	30	28	1'298	36'618	28	17'156	53'774	9	16'200	-37'574
BS	15	13	861	14'878	17	7'129	22'007	11	19'800	-2'207
FR	13	11	499	10'349	21	11'907	22'256	13	23'400	1'144
GE	58	57	2'494	64'089	26	9'926	74'015	24	43'200	-30'815
GL	7	7	568	10'327	18	4'365	14'692	2	3'600	-11'092
GR	9	4	142	4'105	29	2'144	6'249	12	21'600	15'351
JU	2	1	5	136	27	765	901	4	7'200	6'299
LU	21	14	850	34'861	41	13'053	47'914	11	19'800	-28'114
NE	12	9	644	13'293	21	6'002	19'295	7	12'600	-6'695
NW	0	0	0	0	0	0	0	3	5'400	5'400
OW	3	2	4	40	10	747	787	1	1'800	1'013
SG	27	27	1'718	29'568	17	5'808	35'376	24	43'200	7'824
SH	18	17	1'093	18'341	17	3'179	21'520	6	10'800	-10'720
SO	31	25	1'526	27'873	18	8'164	36'037	8	14'400	-21'637
SZ	8	4	10	459	46	7'716	8'175	9	16'200	8'025
TG	10	9	425	10'064	24	1'495	11'559	7	12'600	1'041
TI	4	4	191	5'339	28	750	6'089	12	21'600	15'511
UR	0	0	0	0	0	0	0	2	3'600	3'600
VD	132	104	3'469	84'052	24	49'828	133'880	30	54'000	-79'880
VS	35	30	2'074	62'225	30	8'696	70'921	11	19'800	-51'121
ZG	7	2	98	2'079	21	4'717	6'796	5	9'000	2'204
ZH	227	191	13'581	381'018	28	81'269	462'287	84	151'200	-311'087
TOTAL	881¹³	751	42'455	1'046'841	25	288'123	1'334'964	383	689'400	-645'564

¹³ A noter qu'une personne ayant bénéficié de l'aide d'urgence dans deux cantons a été comptée deux fois.

Annexe VIb :

Coût de l'aide d'urgence au 3^e trimestre 2006 (RT COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 54'000 francs; indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaire(frais de santé non compris)	Nbre total de jours de perception	Coût (frais de santé non compris)	Coût moyen par jour et par personne	Frais de santé	Coût (frais de santé compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités féd. d'aide d'urgence - 3 ^e trimestre 06	Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris)
AG	152	144	6981	121'880	17	13'450	135'330	33	59'400	-75'930
AI	1	1	7	131	19	309	440	2	3'600	3'160
AR	6	6	330	4'673	14	1'937	6'610	5	9'000	2'390
BE	153	134	9607	234'848	24	38'274	273'122	48	86'400	-186'722
BL	50	45	2320	62'940	27	19'516	82'456	9	16'200	-66'256
BS	16	14	953	16'288	17	7'129	23'417	11	19'800	-3'617
FR	24	22	1301	21'745	17	18'425	40'170	13	23'400	-16'770
GE	92	90	4232	111'493	26	19'787	131'280	24	43'200	-88'080
GL	7	7	568	10'327	18	4'365	14'692	2	3'600	-11'092
GR	10	4	142	4'105	29	2'275	6'380	12	21'600	15'220
JU	4	2	8	217	27	1'676	1'893	4	7'200	5'307
LU	33	25	1488	62'511	42	14'336	76'847	11	19'800	-57'047
NE	13	9	644	13'293	21	6'395	19'688	7	12'600	-7'088
NW	0	0	0	0	0	0	0	3	5'400	5'400
OW	3	2	4	40	10	747	787	1	1'800	1'013
SG	43	43	2553	44'806	18	29'971	74'777	24	43'200	-31'577
SH	25	23	1357	22'771	17	4'316	27'087	6	10'800	-16'287
SO	53	43	2366	43'569	18	18'183	61'752	8	14'400	-47'352
SZ	10	5	10	579	58	8'272	8'851	9	16'200	7'349
TG	24	21	1194	27'981	23	7'402	35'383	7	12'600	-22'783
TI	7	7	367	10'258	28	3'277	13'535	12	21'600	8'065
UR	0	0	0	0	0	0	0	2	3'600	3'600
VD	219	181	7875	166'482	21	75'524	242'006	30	54'000	-188'006
VS	45	39	2732	83'255	30	14'740	97'995	11	19'800	-78'195
ZG	19	13	934	18'339	20	15'826	34'165	5	9'000	-25'165
ZH ¹⁴	518	445	32042	864'622	27	188'742	1'053'364	84	151'200	-902'164
TOTAL	1'527¹⁵	1'325	80'015	1'947'153	25	514'874	2'462'027	383	689'400	-1'772'627

¹⁴ Le canton de ZH n'a pas réussi à effectuer à temps le calcul des coûts de l'aide d'urgence pour tous les communes. Après estimation, il y a lieu d'ajouter environ 85'000 francs (en grande majorité des coûts pour les RT).

¹⁵ A noter qu'une personne ayant bénéficié de l'aide d'urgence dans deux cantons a été comptée deux fois.

Annexe VIc :

Coût de l'aide d'urgence au 3^e trimestre 2006 (RT UNIQUEMENT, c'est-à-dire personnes dont la NEM est entrée en force avant le 1^{er} avril 2004)

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaire (frais de santé non compris)	Nbre total de jours de perception	Coût (frais de santé non compris)	Coût moyen par jour et par personne	Frais de santé	Coût (frais de santé compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités féd. d'aide d'urgence - 3 ^e trimestre 06	Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris)
AG	54	51	2'846	49'517	17	2'789	52'306	x	0	-52'306
AI	0	0	0	0		0	0	x	0	0
AR	5	5	310	4'390	14	1'937	6'327	x	0	-6'327
BE	41	37	2'864	70'498	25	5'937	76'435	x	0	-76'435
BL	20	17	1'022	26'322	26	2'360	28'682	x	0	-28'682
BS	1	1	92	1'410	15	0	1'410	x	0	-1'410
FR	11	11	802	11'396	14	6'518	17'914	x	0	-17'914
GE	34	33	1'738	47'404	27	9'861	57'265	x	0	-57'265
GL	0	0	0	0		0	0	x	0	0
GR	1	0	0	0		131	131	x	0	-131
JU	2	1	3	81	27	911	992	x	0	-992
LU	12	11	638	27'650	43	1'283	28'933	x	0	-28'933
NE	1	0	0	0		393	393	x	0	-393
NW	0	0	0	0		0	0	x	0	0
OW	0	0	0	0		0	0	x	0	0
SG	16	16	835	15'238	18	24'163	39'401	x	0	-39'401
SH	7	6	264	4'430	17	1'137	5'567	x	0	-5'567
SO	22	18	840	15'696	19	10'019	25'715	x	0	-25'715
SZ	2	1	0	120		556	676	x	0	-676
TG	14	12	769	17'917	23	5'907	23'824	x	0	-23'824
TI	3	3	176	4'919	28	2'527	7'446	x	0	-7'446
UR	0	0	0	0		0	0	x	0	0
VD	87	77	4'406	82'430	19	25'696	108'126	x	0	-108'126
VS	10	9	658	21'030	32	6'044	27'074	x	0	-27'074
ZG	12	11	836	16'260	19	11'109	27'369	x	0	-27'369
ZH	291	254	18'461	483'604	26	107'473	591'077	x	0	-591'077
TOTAL	646	574	37'560	900'312	24	226'751	1'127'063	x	0	-1'127'063

Annexe VII :*Coût des structures d'accueil au 3^e trimestre 2006*

canton	structures	capacité d'accueil NEM	coûts	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VI (nouveaux cas)	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VI (cas régime transitoire)	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VI TOTAL	coût des structures pur (pas prise en compte à l'annexe VI)
AG	KU Birr, Holderbank und Hausen	97	77'860	41'350	28'460	69'810	8'050
AI	Wohnheim Bleiche	2	2'400	75	0	75	2'325
AR	DZ Alpenblick	7	5'689	216	3'342	3'558	2'131
BE	DZ Lyss	selon les besoins	117'179				
	Div. Gemeinden im Kanton BE	selon les besoins	5'812				
	DZ Aarwangen	selon les besoins	88'444				
	Div. DZ	selon les besoins	52'499				
	Total BE		263'934	74'464	30'409	104'873	159'061
BL	Notunterkunft Muttenz	60	140'000	15'939	12'550	28'489	111'511
BS	Notschlafstelle	#données	6'876	6'378	498	6'876	0
FR	Centre de la Poya	20	127'868	5'359	5'245	10'604	117'264
GE	Logements d'urgence	80	263'972	29'387	22'855	52'242	211'730
GL	DZ Rain	selon les besoins	5'940	5'941	0	5'941	-1
GR	Strafanstalt Realta	10	24'892	1'549	0	1'549	23'343
JU	Foyer 1er accueil Belfond	4	7'200	50	30	80	7'120
LU	Notunterkunft Ibach	#données	16'479				
	Notschlafstelle	#données	3'232				
	Privatwohnungen Caritas	#données	6'489				
	Asylzentrum Sonnenhof	#données	28'534				
	Total LU		54'734	21'722	20'975	42'697	12'037
NE	Centre d'accueil de Couvet	selon les besoins	6'624				
	Appartement	#données	845				
	Total NE		7'469	6'408	0	6'408	1'061
NW	Asylunterkunft	8	0	0	0	0	0
OW	Nothilfeunterkunft Lungern	8	3'200	0	0	0	3'200
SG	Zivilschutzanlagen und Notunterkünfte in verschiedenen Gemeinden	div.	78'009	19'139	9'302	28'441	49'568
SH	Foyer +GF+	28	46'897	11'597	2'801	14'398	32'499
SO	DZ Oberbuchsiten	6	21'795				
	DZ Balmberg	22	65'542				
	Total SO		87'337	15'662	8'161	23'823	63'514
SZ	Zivilschutzanlage Chaltbach	12	5302	120	0	120	5'182
TG	Teil Kollektivunterkunft	15	23'895	4'688	8'482	13'170	10'725
TI	Prot.civ. de Camorino	30	9'999	2'057	1'896	3'953	6'046
UR	3-Zimmerwohnung	6	1'200	0	0	0	1'200
VD	Structures d'aide d'urgence	100	337'537				
	Structures mixtes: centres et logement	50	61'707				
	Total VD		399'244	23'227	50'506	73'733	325'511
VS	Centre d'accueil, Pavillon réservé à l'aide d'urgence	20	63'000	23'999	3'085	27'084	35'916
ZG	Nothilfezentrum	25	23'154	1'295	11'044	12'339	10'815
ZH ¹⁶	Andere NEE-Strukturen	#données	79'385				
	Reine NEE-Zentren	#données	193'446				
	div. Gemeinden im Kanton ZH	#données	85'201				
	Total ZH		358'032	132'597	182'030	314'627	43'405
CH			2'088'103	443'219	401'671	844'890	1'243'213

¹⁶ Pour le canton de ZH, s'ajoutent des frais d'encadrement à hauteur de 670 000 francs au 3^e trimestre 2006.

Annexe VIII :

*Bilan des coûts et d'indemnités fédérales, aperçu sur dix trimestres;
indemnité d'aide d'urgence de 1'800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005*

		2ème trim. 2004	3ème trim. 2004	4ème trim. 2004	1er trim. 2005	Total 1ère année	2ème trim. 2005	3ème trim. 2005	4ème trim. 2005	1er trim. 2006	Total 2ème année
sans effectifs RT	indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	1'073'000	711'000	499'000	1'163'000	3'446'000	1'156'000	1'040'000	945'000	882'000	4'023'000
	indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération	2'000	23'000	30'000	60'000	115'000	35'000	26'000	87'000	37'000	185'000
	coût de l'aide d'urgence individuelle octroyée par les cantons (frais médicaux compris)	253'000	776'000	697'000	867'000	2'593'000	1'066'000	1'181'000	1'560'000	1'311'000	5'118'000
	Solde	822'000	-42'000	-168'000	356'000	968'000	125'000	-115'000	-528'000	-392'000	-910'000
effectifs RT compris	indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	1'073'000	711'000	499'000	1'163'000	3'446'000	1'156'000	1'040'000	945'000	882'000	4'023'000
	indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération	2'000	23'000	30'000	60'000	115'000	35'000	26'000	87'000	37'000	185'000
	coût de l'aide d'urgence individuelle octroyée par les cantons (frais médicaux compris)	253'000	776'000	697'000	2'534'000	4'260'000	2'808'000	2'921'000	3'615'000	2'914'000	12'258'000
	Solde	822'000	-42'000	-168'000	-1'311'000	-699'000	-1'617'000	-1'855'000	-2'583'000	-1'995'000	-8'050'000

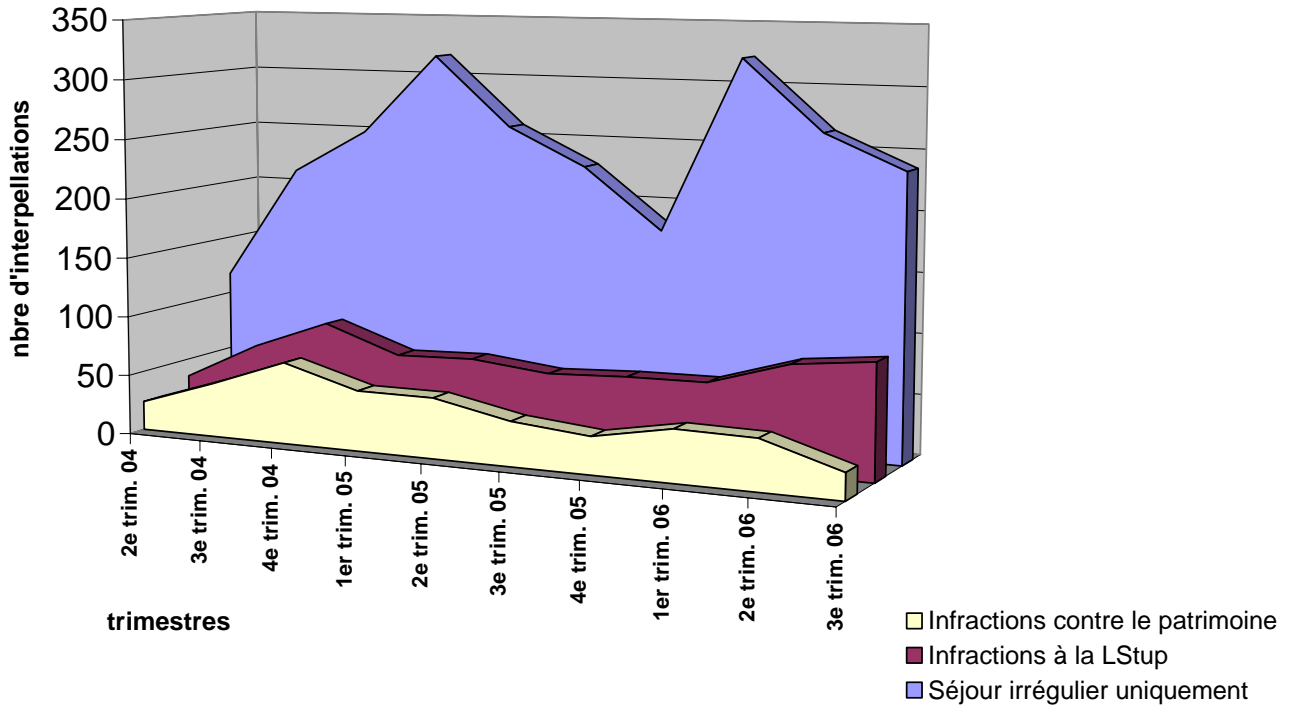
Les personnes soumises au régime transitoire (RT) ne sont pas prises en compte jusqu'à fin 2004 (=fin des dispositions transitoires)

suite:

		Total 1ère et 2ème année	2ème trim. 2006	3ème trim. 2006	TOTAL tous les trim.
sans effectifs RT	indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	7'469'000	914'400	689'400	9'072'800
	indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération	300'000	50'000	54'000	404'000
	coût de l'aide d'urgence individuelle octroyée par les cantons (frais médicaux compris)	7'711'000	1'512'100	1'414'673	10'637'773
	Solde	58'000	-547'700	-671'273	-1'160'973
effectifs RT compris	indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération	7'469'000	914'400	689'400	9'072'800
	indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération	300'000	50'000	54'000	404'000
	coût de l'aide d'urgence individuelle octroyée par les cantons (frais médicaux compris)	16'518'000	3'031'000	2'612'600	22'161'600
	Solde	-8'749'000	-2'066'600	-1'869'200	-12'684'800

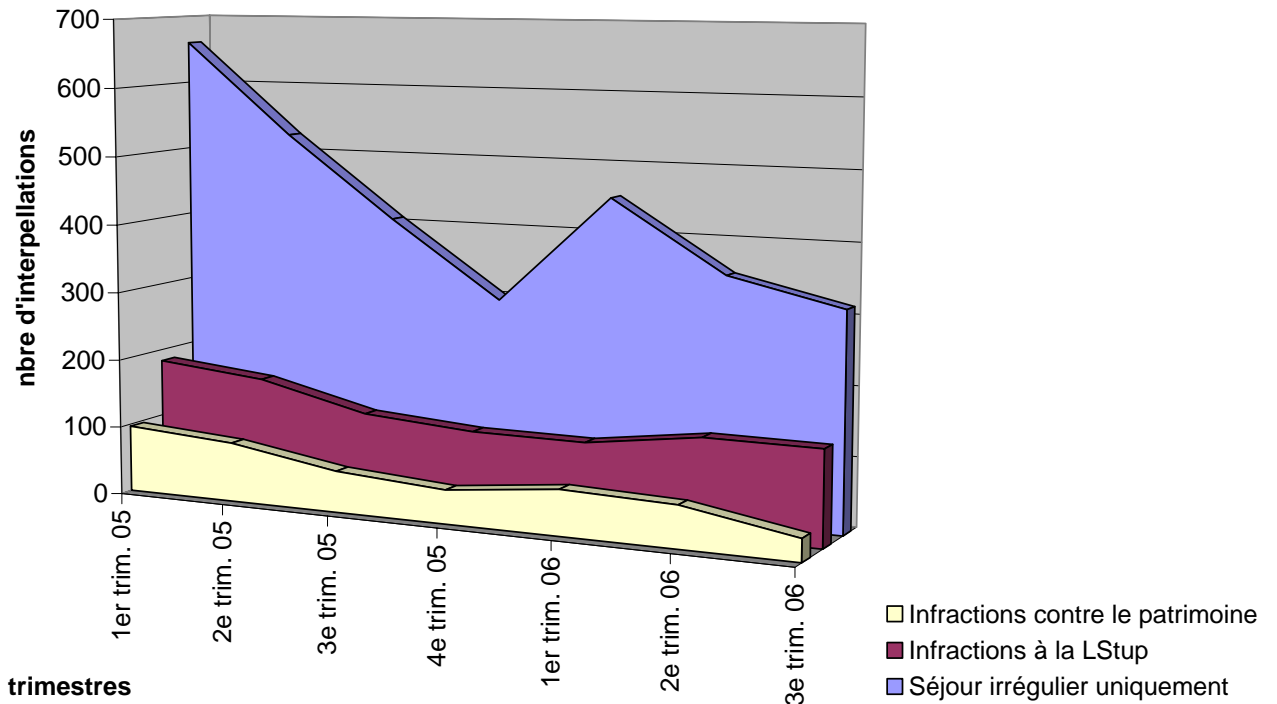
Annexe IXa :
Sécurité publique (RT NON COMPRIS)

types de délits du 2^e trimestre 2004 au 3^e trimestre 2006



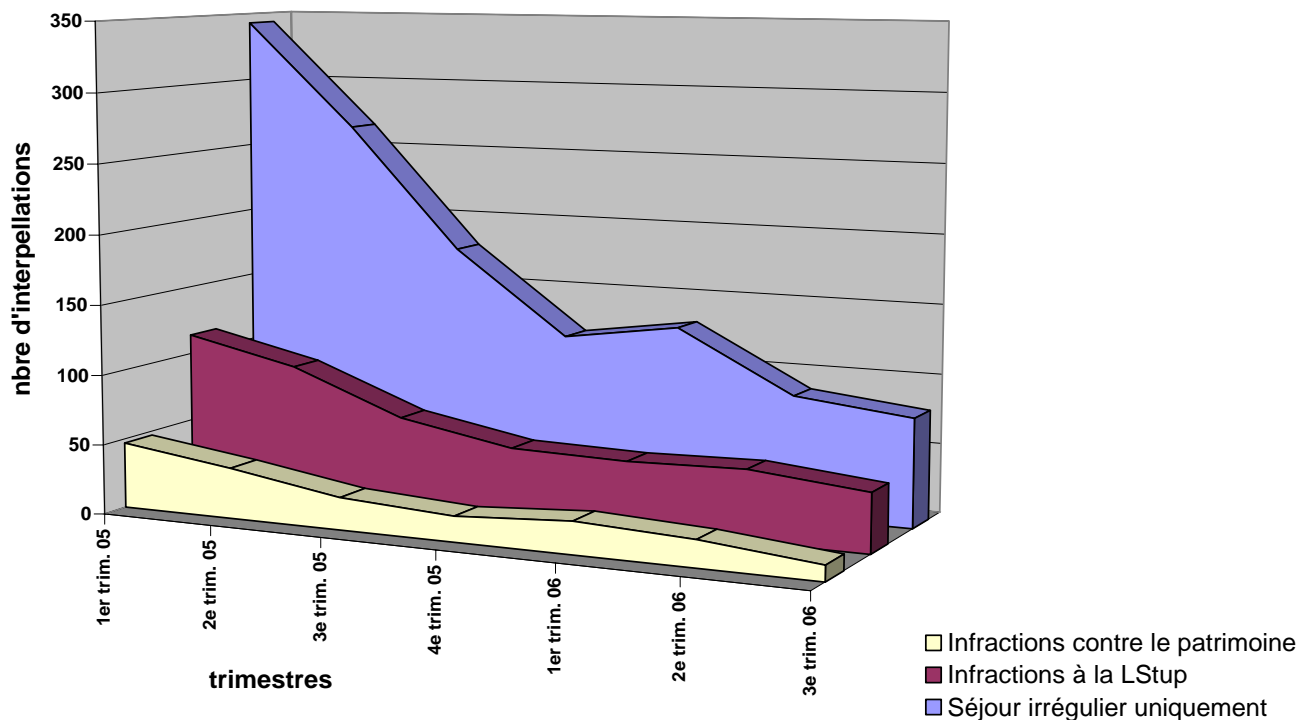
Annexe IXb :
Sécurité publique (RT COMPRIS)

types de délits du 1^{er} trimestre 2005 au 3^e trimestre 2006



Annexe IXc :
Sécurité publique (RT UNIQUEMENT)

types de délits du 1er trimestre 2005 au 3ème trimestre 2006



Annexe Xa :
Interpellations par trimestre (NR)

	2T-04	3T-04	4T-04	1T-05	2T-05	3T-05	4T-05	1T-06	2T-06	3T-06
Nombre de personnes interpellées	200	292	360	385	313	342	271	352	355	330
Nombre d'interpellations	265	409	553	668	524	468	378	525	519	498
Nombre d'interpellations pour séjour illégal uniquement	117	213	250	317	259	228	178	322	264	236
Nombre d'infractions à la LStup	35	67	91	69	71	64	67	68	88	95
Nombre de délits contre le patrimoine	24	45	68	50	50	37	31	43	42	22

Anhang Xb:
Interpellation par trimestre (RT)

	1T-05	2T-05	3T-05	4T-05	1T-06	2T-06	3T-06
Nombre de personnes interpellées	478	426	286	223	206	185	164
Nombre d'interpellations	765	554	375	309	280	230	210
Nombre d'interpellations pour séjour illégal uniquement	343	266	178	118	130	87	78
Nombre d'infractions à la LStup	114	96	65	50	48	50	42
Nombre de délits contre le patrimoine	47	36	23	18	23	19	11

Annexe XI :

Personnes interpellées, par trimestre d'entrée en force de la NEM et par trimestre de l'interpellation

(Combien de personnes avec une NEM qui est entrée en force au cours d'un trimestre x ont été interpellées au cours d'un trimestre suivant.)

nbre de personnes interpellées au

trimestre de l'entrée en force de la décision NEM	nbre de NEM entrées en force	2ème trim. 2005	4ème trim. 2005	2ème trim. 2006	3ème trim. 2006
entrée en force le 2ème trim. 2004	1788	85	42	43	33
entrée en force le 3ème trim. 2004	1185	76	37	23	21
entrée en force le 4ème trim. 2004	831	49	27	15	16

